

s'étaient livrés à des exercices, y compris la marche, le jogging, le cyclisme, la gymnastique et les exercices collectifs le mois précédant l'enquête. Le chiffre de la participation à une forme quelconque de sport était en hausse par rapport au chiffre de 54 % noté en 1976, année où les régimes d'activité avaient fait l'objet d'une enquête semblable. Par conséquent, une tranche additionnelle de 23 % de la population s'adonnait à des sports, sans compter les personnes limitées dans leur activité par une infirmité ou une maladie chronique. En regard du taux de participation à des sports, celui de la participation à des exercices avait peu changé depuis 1976, année où il s'établissait à 63 %.

La préférence des hommes allait aux sports, tandis que celle des femmes portait sur les exercices. Le pourcentage de participation à des sports baisse considérablement à mesure que les personnes croissent en âge, tandis que la participation à des exercices se révèle plus stable. Néanmoins, une majorité de Canadiens ont déclaré qu'ils restaient physiquement actifs jusqu'à l'âge de 55 ans.

Comparativement aux chiffres de 1976, on a observé de fortes augmentations du nombre de personnes désireuses de commencer à faire du jogging, de la gymnastique, du cyclisme, de la marche, de la course et du raquetball. C'est le manque de loisirs dû aux longues heures de travail que les enquêtes ont invoqué comme principale raison les empêchant d'accroître leurs niveaux d'activité physique.

Condition physique Canada s'efforce d'amener la population à prendre davantage conscience de l'importance d'un bon conditionnement physique, et d'encourager une plus grande participation aux activités physiques chez les Canadiens. Ce service accorde son appui à quelque 400 initiatives dirigées par plus de 100 organisations nationales. Les initiatives en question ont pour but de promouvoir et de multiplier les programmes d'activités physiques pour tous les Canadiens, y compris les infirmes et les pauvres.

3.2.6 Organismes bénévoles

La santé est l'un des domaines auxquels les organismes bénévoles s'intéressent le plus. Au Canada, les ministères de la Santé reconnaissent et soutiennent la valeur intrinsèque du bénévolat dans ses efforts pour créer et fournir des services destinés à promouvoir la santé et le bien-être. Depuis toujours, des groupes de bénévoles jouent un rôle de premier plan en ce qui regarde la sensibilisation du public aux questions de santé et aux mesures à prendre pour établir des réseaux de services sanitaires et d'assistance sociale. Grâce à son enracinement dans le peuple, le bénévolat est à même de saisir la véritable nature des nouveaux problèmes sociaux qui surgissent, d'y proposer des solutions originales et de se mobiliser rapidement pour répondre aux besoins découlant de ces problèmes nouveaux. Le travail des bénévoles complète donc les efforts des pouvoirs publics. On estime à \$1 milliard environ la valeur annuelle du

travail des bénévoles dans le secteur des services sociaux. En 1982, Santé et Bien-être social Canada a accordé des subventions de soutien à 31 organismes bénévoles nationaux.

3.2.7 Recherches et planification

Au Canada, le total estimatif des dépenses concernant les recherches en sciences de la santé et les activités scientifiques connexes a atteint plus de \$700 millions en 1982, y compris des contributions fédérales estimées à \$340 millions.

Activités scientifiques intéressant la santé. Le gouvernement fédéral, certaines organisations privées sans but lucratif, l'industrie et les gouvernements provinciaux se partagent la responsabilité du financement des activités scientifiques en cause. La recherche fondamentale et appliquée en biochimie médicale est financée principalement par le Conseil de recherches médicales du Canada, divers organismes à but non lucratif tels que la Société canadienne du cancer, et plusieurs programmes provinciaux de financement de la recherche. La majeure partie des recherches biomédicales s'effectue dans les universités et les hôpitaux d'enseignement affiliés. En matière de santé, les recherches appliquées, notamment la mise au point des systèmes de distribution des soins, sont financées par Santé et Bien-être social Canada, ainsi que par d'autres organismes tant provinciaux que privés. Non seulement les provinces fournissent-elles des fonds pour l'acquittement du coût direct des travaux qui s'accomplissent dans les universités et les hôpitaux, mais elles contribuent aussi, sous forme de subventions de fonctionnement, aux coûts indirects de ces travaux, dont la rémunération des chercheurs principaux. Une partie de ces subventions est d'ailleurs versée par le gouvernement fédéral au titre d'un programme établi de financement de l'enseignement secondaire. Les activités dont il s'agit en l'occurrence comprennent la formation des chercheurs, la collecte de données scientifiques, la diffusion de l'information recueillie, des études d'ordre économique et des études de faisabilité, des travaux d'essai et des efforts de normalisation.

Principaux exécutants. Dans les laboratoires fédéraux, le travail a trait aux normes et aux règlements dont l'application vise à sauvegarder la qualité et la pureté des aliments, des cosmétiques, de l'eau potable et de l'air, ainsi que la sûreté et l'efficacité des médicaments et des appareils médicaux. On y surveille les cas de maladies chroniques et infectieuses, tout en examinant les facteurs qui influent sur leur diagnostic et leur enraiment. Dans les universités, la majeure partie des recherches porte sur les fondements physiques et biochimiques de la santé et des états pathologiques. Dans les hôpitaux, on fait des recherches sur les maladies et les infirmités, et on s'emploie à mettre au point des traitements médicaux et chirurgicaux qui font ensuite l'objet d'épreuves. De son côté, l'industrie fabrique de nouveaux médicaments et de nouveaux appareils médicaux. Par ailleurs, on crée et on met à l'essai de nouvelles technologies dans des